ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 21 juin 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant création d'un service social aux services du Premier Ministre", a donné en sa séance du 18 juillet 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 21e Juni 1951 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende instelling van een sociale dienst in de diensten van de Eerste-Minister", heeft ter zitting van 18 Juli 1951 het volgend advies gegeven :

L'article 4 du projet énumère les personnes qui pourront bénéficier des avantages du service social.

Suivant les renseignements fournis par le Gouvernement, les mots "sauf dispositions contraires" confèrent à cette énumération un caractère purement exemplatif et permettent au Premier Ministre d'augmenter ou de réduire la liste des bénéficiaires par voie de mesure générale.

Le Conseil d'Etat estime que l'intention du Gouvernement est trop succinctement exprimée dans l'article 4, et qu'il y a lieu de la formuler de manière plus explicite.

Dans l'énumération des personnes admises au bénéfice du service social, il est fait mention des agents placés en disponibilité. Il importe toutefois de relever que l'article 4 ne mentionne que deux cas de mise en disponibilité sur les six cas prévus par l'arrêté royal du 30 mars 1939.

Le Conseil d'Etat se demande par conséquent si le Gouvernement a l'intention d'exclure les quatre autres cas du champ d'application du présent projet.

L'article 5 dispose que les indemnités, prêts et allocations en argent ou en nature par lesquels se manifestent les interventions du service social, sont accordés par le Premier Ministre. Selon le même article, le Premier Ministre peut déléguer ce pouvoir aux fonctionnaires de son service.

.../...

La loi portant le budget des services du Premier Ministre comporte, dans un article spécial, un crédit destiné aux interventions en faveur du personnel.

En vertu de l'article 67 de la Constitution, il appartient au Roi de prendre les arrêtés nécessaires à l'exécution de cette loi budgétaire, pour autant, toutefois, que des dispositions légales ne soient déjà pas intervenues pour régler la matière. Les ministres ont le pouvoir, en vertu de l'article 16 de la loi sur la comptabilité de l'Etat, d'engager des dépenses à charge du Trésor public. L'article 18 leur permet de déléguer ce pouvoir. Le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 5 est, dès lors, superflu.

L'article 6 institue un comité consultatif et en détermine la composition. Il dispose notamment que les délégués des organisations syndicales les plus représentatives siègent dans ce comité.

La réglementation relative au statut syndical des agents de l'Etat ne fait pas mention d'organisation syndicale "la plus représentative" mais bien d'organisation syndicale "reconnue".

Le Conseil d'Etat présume que les organisations représentatées au comité de consultation syndicale siègeront également au comité consultatif; si telle était l'intention du Gouvernement, il serait préférable de rédiger le texte dans ce sens. Dans le cas contraire, il importerait de préciser quelle est l'organisation syndicale considérée comme la plus représentative.

.../...

L'article 7 dispose que le service social ne peut accorder des interventions que dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget des services du Premier Ministre. Cet article n'énonce pas une règle de droit; il rappelle simplement l'article 16 de la loi sur la comptabilité de l'Etat. Dès lors, il est superflu et peut être supprimé sans inconvénient.

Le contreseing du Ministre des Finances est précédé du mot "Vu".

A plusieurs reprises déjà, le Conseil d'Etat a signalé que lorsque le Ministre des Finances est appelé à contresigner un arrêté en application de l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921, sa signature ne doit pas être précédée du mot "Vu".

En conséquence, le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui contient en outre des modifications de forme :

ARRETE ROYAL CREANT UN SERVICE SOCIAL AUPRES DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Considérant qu'il convient d'étendre au personnel des services du Premier Ministre le bénéfice des avantages d'ordre social accordés dans la plupart des ministères et qu'il y a lieu, par conséquent, de créer un service à cet effet;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale, donné le 30 avril 1951;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le ... ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Il est créé auprès des services du Premier Ministre un service social ayant pour objet de donner aux agents l'assistance matérielle et morale dont ils peuvent avoir besoin, tant dans leur vie professionnelle que dans leur vie privée.

Article 2.-

Les activités du service social comportent, en ordre principal :

1. des interventions en cas de maladie grave, d'opération chirurgicale, de malheurs de famille ou d'autres circonstances exceptionnelles;
2. le placement d'enfants à la campagne ou à la mer;
3. l'aide aux futures mères et aux accouchées;
4. la création d'une caisse de prêts;
5. la création d'un service de renseignements juridiques, sociaux et autres;
6. la distribution, la vérification et le réapprovisionnement périodique des boîtes de secours dans les services;
7. l'organisation d'examens médicaux préventifs;

.../...

8. l'encouragement aux activités culturelles, sportives et d'agrément du personnel.

Ces activités sont réalisées directement ou par l'intermédiaire du service social d'un autre ministère.

Article 3.-

L'organisation et le fonctionnement du service social ainsi que le montant et les modalités de ses interventions sont déterminés par arrêté ministériel.

Article 4.-

L'action du service social s'étend aux agents définitifs, stagiaires ou temporaires en activité de service, en disponibilité pour cause de maladie, de suppression d'emploi ou par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, aux anciens agents pensionnés ou méritants, au personnel des deuxième, troisième et quatrième catégories attaché au cabinet du Premier Ministre, pour la durée pendant laquelle il y est attaché, aux membres de leur famille dont ils ont la charge, ainsi ainsi qu'aux veuves et orphelins dont l'agent décédé avait la charge.

Notre Premier Ministre peut modifier cette énumération.

Article 5.-

Un comité consultatif, composé paritairement de délégués de l'administration et de délégués des organisations siégeant au comité de consultation syndicale, est appelé, sauf le cas d'urgence, à donner

.../...

son avis sur toute question relevant du service social.

L'organisation et le fonctionnement du comité sont réglés par arrêté ministériel.

Article 6.-

Le présent arrêté entre en vigueur le ...

Article 7.-

Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,

Le Ministre des Finances,

Artikel 4 van het ontwerp somt de personen op die kunnen genieten van de door de sociale dienst toe te kennen voordelen.

Volgens de door de Regering verstrekte inlichtingen geven de in artikel 4 ingeschreven woorden "behoudens anders luidende bepalingen" aan bovengenoemde opsomming een louter enuntiatief karakter en machtigen de Eerste-Minister de opsomming uit te breiden of in te korten bij algemene maatregel.

De Raad van State meent dat de in artikel 4 daartoe gebruikte termen te bondig zijn en dat zij een uitdrukkelijke formulering vergen.

Bij de opsomming van de personen die kunnen het voordeel genieten van de bijstand van de sociale dienst, wordt gewag gemaakt van deze welke ter beschikking zijn gesteld. Nochtans dient opgemerkt te worden dat van de zes gevallen die door het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 werden bepaald en die aanleiding kunnen geven tot ter beschikkingstelling, er slechts twee in artikel 4 worden vermeld.

De Raad van State stelt zich de vraag of het in de bedoeling ligt van de Regering deze vier gevallen van het toepassingsgebied van het onderwerpelijk besluit uit te sluiten.

Artikel 5 van het ontwerp bepaalt dat de vergoedingen,leningen en toelagen in geld of in natura die uit de tussenkomst van de sociale dienst volgen, verleend worden door de Eerste-Minister.

.../...

Hetzelfde artikel bepaalt eveneens dat de Eerste-Minister deze bevoegdheid kan overdragen op de ambtenaren van zijn dienst.

De begrotingswet voor de diensten van de Eerste-Minister voorziet in een afzonderlijk artikel een krediet voor bijstand aan het personeel.

Het behoort aan de Koning op grond van artikel 67 der Grondwet, de nodige besluiten te nemen ter uitvoering van de begrotingswet in zoverre geen andere wetsbepalingen, geen rechtsregelen hebben vastgelegd die ten deze toepasselijk zijn. Ingevolge artikel 16 van de wet op de Staatscomptabiliteit zijn de ministers bevoegd om uitgaven ten laste van de Schatkist vast te leggen. Artikel 18 laat aan de ministers toe deze bevoegdheid over te dragen. De Raad van State meent dat artikel 5 derhalve overbodig is.

Artikel 6 richt een comité van advies op en duidt de samenstelling er van aan. Het bepaalt onder meer dat de afgevaardigden van de meest representatieve syndicale organisaties in het comité zetelen.

In het syndicaal statuut van het Rijkspersoneel is er geen sprake van "meest representatieve" echter wel van "erkende" syndicale organisatie.

De Raad van State vermoedt dat de organisaties die in de Syndicale Raad van advies zetelen eveneens zitting zullen nemen in het comité van advies; zo zulks overeenstemt met de bedoeling van de Regering, ware het verkieslijk de tekst in die zin op te stellen. In het tegenovergesteld geval zou het passen duidelijk te maken welke syndicale organisatie als meest representatief dient beschouwd te worden.

.../...

Artikel 7 bepaalt dat de door de sociale dienst te verlenen bijstand slechts mag gebeuren binnen de perken van de daartoe uitgetrokken kredieten op de begroting van de diensten van de Eerste-Minister. Dit artikel legt geen rechtsregel vast; het herinnert inderdaad artikel 16 van de wet op de Staatscomptabiliteit.

Het is bijgevolg overbodig en kan weggelaten worden.

De tegenhandtekening van de Minister van Financiën wordt voorafgegaan door de formule "Mij bekend".

Herhaaldelijk heeft de Raad van State herinnerd dat wanneer bij toepassing van artikel 6 van de wet van 20 Juli 1921 de Minister van Financiën een besluit medeondertekent, deze handtekening niet dient voorafgegaan te worden van de formule "Mij bekend".

Derhalve stelt de Raad van State de hiernavolgende tekst voor, waarin bovendien sommige vormwijzigingen zijn opgenomen :

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE INSTELLING VAN EEN SOCIALE DIENST IN DE DIENSTEN VAN DE EERSTE-MINISTER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 29 der Grondwet;

Overwegende dat het past eveneens aan het personeel van de diensten van de Eerste-Minister de voordelen van sociale aard toe te kennen die in de meeste ministeries toegestaan worden en dat er derhalve aanleiding toe bestaat een met dergelijke taak belaste dienst op te richten;

.../...

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van advies, gegeven op 30 April 1951;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op ... ;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste-Minister,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Bij de diensten van de Eerste-Minister wordt een sociale dienst ingericht, die aan het personeel, zowel in het beroepsleven als in het privaat leven, de vereiste stoffelijke en morele hulp verschaft.

Artikel 2.-

De werkzaamheden van de sociale dienst bestaan hoofdzakelijk in :

1. de bijstand in geval van zware ziekte, heelkundige bewerking, tegenspoed of andere buitengewone omstandigheden;
2. de plaatsing van kinderen op de buiten of aan zee;
3. de hulp aan toekomstige moeders en aan kraamvrouwen;
4. de oprichting van een leenkas;
5. de oprichting van een dienst voor rechtskundige, sociale en andere inlichtingen;

.../...

6. de verdeling, het nazicht en de periodieke herbevoorrading van de verbandkisten in de diensten;
7. de inrichting van preventief geneeskundig onderzoek;
8. de aanmoediging van de culturele, sportieve en ontspanningswerken van het personeel.

Deze werkzaamheden worden hetzij rechtstreeks, hetzij door tussenkomst van de sociale dienst van een ander ministerie volbracht.

Artikel 3.-

De inrichting en de werking van de sociale dienst, alsmede de bedragen waarvoor en de modaliteiten volgens welke hij tussenkomt , worden geregeld bij ministerieel besluit.

Artikel 4.-

De werking van de sociale dienst strekt zich uit tot de vastbenoemde, stagedoende of tijdelijke personeelsleden in actieve dienst, ter beschikking gesteld wegens ziekte, bij ambtsopheffing of bij ambtsontheffing in het belang van de dienst, tot de op rust gestelde of verdienstelijke gewezen personeelsleden, tot het personeel van de tweede, derde en vierde categorieën die in het cabinet van de Eerste-Minister worden aangeworven, voor de duur van hun aanwerving, tot de te hunnen laste zijnde leden van hun familie alsook tot de weduwen en de wezen die ten laste van het overleden personeelslid waren.

Onze Eerste-Minister kan deze opsomming wijzigen.

.../...

Artikel 5.-

Een comité van advies dat paritair bestaat uit afgevaardigden der administratie en uit afgevaardigden van de in de Syndicale Raad van advies zetelende organisaties, dient van advies, buiten de gevallen van hoogdringendheid, omtrent iedere kwestie welke tot de bevoegdheid van de sociale dienst behoort.

De inrichting en de werking van het comité worden geregeld bij ministerieel besluit.

Artikel 6.-

Dit besluit treedt in werking op ...;

Artikel 7.-

Onze Eerste-Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONING :

De Eerste-Minister,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	M. SOMERHAUSEN,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	F. LEPAGE, D. DECLEIRE,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	P. COART-FRESART, J. MERTENS,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) M. SOMERHAUSEN.

expédition délivrée à M. le Premier Ministre.
uitgifte afgeleverd aan de H. Eerste-Minister.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat f.f.,

De w.n. Griffier van de Raad van State,

J. CYPRES,
Greffier adjoint.
Adjunct-griffier.